



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación



Rome 4-5 avril 2016

Rapport:

Conférence des affiliés de l'IE dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Protéger et promouvoir l'éducation en tant que bien public



Abréviations

AHELO	Evaluation des résultats de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur
GERM	Mouvement mondial pour la réforme de l'éducation
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs de développement durable
PIAAC	Programme pour l'évaluation internationale des adultes
SIPE	Sommet international sur la profession enseignante
TALIS	Enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage
TPP	Accord de partenariat transpacifique
TTIP	Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement
TUAC	Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE

Jour 1

Séance d'ouverture

Susan Hopgood, Présidente de l'Internationale de l'Éducation (IE), a ouvert la conférence en rappelant le rôle de son organisation dans la protection et la promotion de l'éducation en tant que bien public.

Les participant(e)s étaient issu(e)s de la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des régions de l'IE. Un accueil chaleureux a été réservé aux collègues colombien(ne)s, participant pour la première fois à cette réunion. La Colombie s'apprête à rejoindre l'OCDE. Cet accueil chaleureux a été étendu à l'ensemble des participant(e)s. « Plusieurs problèmes importants nous attendent à l'avenir, mais nous formons le bon groupe pour les appréhender », a rassuré Susan Hopgood.

Elle a ensuite cédé la parole à **Domenico Pantaleo**, Secrétaire général de la FLC-CGIL (organisation italienne accueillant la conférence), lequel a brossé un aperçu de la situation en Italie.

- Suite aux coupes drastiques opérées dans l'ensemble du secteur de l'éducation en 2008, les ressources et les conditions se sont dégradées, principalement dans le Sud du pays.
- Les conventions ne sont plus renouvelées depuis 2010, malgré les nombreuses tentatives de relancer la négociation collective.
- La communauté universitaire est touchée par l'emploi précaire - une caractéristique de la « nouvelle Italie ».
- La situation économique et la qualité du travail doivent être améliorées, l'éducation étant le meilleur moyen d'y arriver.
- Les élèves doivent acquérir davantage de compétences autonomes ainsi qu'une meilleure base de connaissances, au travers d'un enseignement et d'une formation capables de renforcer l'inclusion.
- L'Italie souhaite une amélioration de son système éducatif national. Cela s'applique également au reste du monde.



Fred van Leeuwen, Secrétaire général de l'IE, a ensuite prononcé son allocution d'ouverture. Il a déclaré: « La pauvreté est bien pire qu'auparavant et l'emploi précaire a accéléré le problème. Les valeurs acquises par consensus sont mises à rude épreuve partout dans le monde. Il existe un risque de voir le scepticisme sain se muter en un cynisme destructeur. » Van Leeuwen a ensuite énuméré un certain nombre de défis:

- En Angleterre et au Pays de Galles, le débat entourant le changement de système a été extrêmement négatif.
- Un enseignement de qualité, des outils de qualité et des environnements sains et sûrs sont l'unique moyen de défense.
- Les Objectifs pour le développement durable (ODD) sont une victoire remportée par l'IE, mais il s'agit désormais de donner vie à ces belles paroles et de les mettre en pratique.
- Le livre blanc du Royaume-Uni « L'excellence de l'enseignement est partout » représente une corruption de la pensée par le langage.
- Il s'agit d'une vieille guerre - il n'existe aucune preuve de la consultation ou du soutien des parents ou des étudiant(e)s.
- Fruit d'une mouvance idéologique, comme l'explique Pasi Sahlberg, il est question des approches de l'éducation préconisées dans le cadre du Mouvement pour la réforme globale de l'éducation (GERM).
- Récemment, les Philippines et le Kenya ont parfaitement illustré cette situation.
- Le Liberia est sur le point de livrer l'ensemble de son système aux acteurs commerciaux.
- Le motif sous-jacent est un marché inexploité considéré comme plus important que la cohésion sociale et la démocratie.
- La valeur marchande de l'économie de l'éducation est actuellement estimée entre 4,5 à 5 milliards de dollars américains.
- Les approches du GERM et l'émergence des nouveaux « marchés de l'éducation » en Chine, en Inde et au Brésil, ainsi qu'en Amérique latine et en Afrique en général, pourraient faire grimper ce chiffre jusqu'à 7 milliards dans les années à venir.
- Programmes scolaires non normalisés, personnel enseignant peu ou pas qualifié, bas salaires et rentabilité sont les mots d'ordre de ce système.
- Dans certains pays, les questions professionnelles ne sont plus mises sur la table.

Van Leeuwen s'est ensuite lancé dans une explication de la réponse de l'IE à cette situation. Il a décrit toute une série de moyens examinés actuellement par l'IE pour inverser cette tendance. Si les ODD sont effectivement perçus comme une avancée, il est néanmoins nécessaire de les soutenir davantage pour garantir leur réalisation. Il a précisé: « Notre programme Réponse mondiale à la privatisation et à la commercialisation de et dans l'éducation se donne pour priorité de lutter contre le GERM et les services éducatifs à vocation commerciale, quelle que soit leur forme. Partout où les entreprises tentent de s'immiscer dans l'éducation aux fins de développer un bien privé, l'IE fixe les limites. »



Il a indiqué qu'un travail considérable avait été mené dans le domaine du professionnalisme des enseignant(e)s. Les politiques relatives au personnel enseignant ont été au centre des débats à l'occasion du Sommet international sur la profession enseignante réuni à Berlin, en Allemagne. Il a ajouté: « La tendance à éloigner les enseignantes et enseignants de leur passion et à privilégier les évaluations semble s'amenuiser. La politique que nous défendons en faveur des enseignantes et enseignants est reconnue dans le dernier rapport TALIS consacré à leur professionnalisme. Nous avons besoin d'une véritable auto-évaluation, d'un réel développement professionnel et de plus d'autonomie. »

Van Leeuwen a terminé son intervention en soulignant que même si le poids des arguments de l'IE ne cesse de croître, les gouvernements nationaux pourront toujours faire le choix de ne pas agir. « Nous devons inverser cette tendance, nous devons faire valoir la force de notre position au travers de notre position de force », a-t-il conclu.

Becky Pringle, Vice-présidente de la NEA/Etats-Unis, a ensuite pris la parole, avant de présenter Dennis Shirley. Pringle s'est exprimée avec véhémence contre le GERM. « La collaboration, l'équité et la responsabilité fondée sur la confiance permettront aux pays de résister au GERM », a-t-elle affirmé.

Pringle a évoqué les lueurs d'espoir qui commencent à poindre dans le paysage américain depuis l'adoption de la loi *Every Student Succeeds* (Chaque élève réussit), nécessitant la participation des enseignant(e)s. Elle a affirmé que cette nouvelle approche offrait la possibilité de faire la distinction entre les évaluations ordinaires et les tests aux enjeux cruciaux.

Pringle a présenté Dennis Shirley, Professeur d'éducation au Boston College et éditeur en chef du *Journal of Education and Change*. Il est également co-auteur avec Andy Hargreaves de l'ouvrage *The Fourth Way*. « Il nourrira notre passion et fera vivre l'espoir », a-t-elle assuré. Suite à cette introduction élogieuse, Shirley a commencé sa présentation.

Séance plénière 1

Nous recentrer sur notre intégrité et nos objectifs dans un monde gouverné par le GERM. Dennis Shirley

Shirley a tout d'abord abordé la question de l'éducation sous l'angle des réformes pédagogiques qui déterminent l'évolution du secteur: « Nous devons atteindre deux objectifs simultanément. Il nous faut relever le niveau des résultats des étudiantes et étudiants, mais en toute intégrité. Pour y arriver, nous avons également besoin d'inspiration. »

Il a souligné que le haut degré de surveillance appliqué en Angleterre avait conduit un grand nombre d'enseignant(e)s à abandonner la profession. « Ils ont privilégié des réformes sans lendemain », a-t-il critiqué. Le Chili, en revanche, s'est efforcé de repenser l'éducation sous l'angle de l'efficacité et dans une perspective plus holistique. Il a épinglé la nécessité de soutenir les collègues dans ces pays.

Il a décrit le temps présent comme étant un moment opportun.

Profil du système:

- Faibles résultats, faible intégrité: blâmer les chefs d'établissement et le personnel enseignant.
- Excellents résultats, faible intégrité: blâmer l'école incriminée, récompenser celle qui réussit (ex. Atlanta).
- Faibles résultats, excellente intégrité: les chefs d'établissement apprécient les enfants, mais sont incompetents en matière d'éducation.
- Excellents résultats, excellente intégrité: personnel enseignant hautement performant, mais bien encadré.

Nouveaux impératifs:

- impératif de l'argumentation.
- impératif de l'interprétation.
- impératif professionnel.
- impératif mondial.
- impératif existentiel.

Shirley a ensuite passé en revue les réponses apportées aux tests par certains pays. L'Allemagne a reculé dans les classements du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), mais loin de céder à la panique, le pays s'est attelé à développer de meilleures méthodes pédagogiques ainsi que des pratiques plus inclusives. L'Angleterre et la Suède ont instauré davantage de tests. L'Allemagne est remontée dans les classements, l'Angleterre et la Suède ont reculé. « Nous devons passer de la nécessité impérieuse à l'impératif de l'interprétation », a-t-il affirmé.

Il a expliqué que les données de l'OCDE étaient passées au crible par les systèmes de sélection, notamment aux Etats-Unis où ne sont retenus que les arguments venant appuyer les politiques du pays. Les données Teach First en sont un exemple classique - en dépit des preuves attestant l'abandon massif des classes.

Il poursuit: « Nous avons alors pu observer une séparation de nature environnementale entre les groupes d'enseignants, privés des éléments indispensables à leur professionnalisme. Pourtant, nous savons pertinemment que l'isolement ne fonctionne pas au sein de l'éducation. L'absence de logique systémique qui entoure le processus d'apprentissage doit être écartée au travers de la reprofessionnalisation des enseignantes et enseignants. Le University College Union au Royaume-Uni pose la question suivante: comment développer le leadership en matière d'éducation sans entraîner la déprofessionnalisation des enseignantes et enseignants?

Shirley projette de consacrer un numéro spécial du journal au côté sombre des réformes éducatives. Il conclut: « Pasi Sahlberg a contribué à développer un discours opposé. Nous devons envisager notre sortie de crise en expérimentant la démocratie dans nos écoles. Même l'OCDE se rallie au discours opposé. »

La séance s'est clôturée sur l'affirmation suivante: « Nous sommes favorables aux réformes, pourvu qu'elles soient viables sur le plan pédagogique! »



Les Objectifs pour le développement durable – En quoi nous concernent-ils toutes et tous?

Susan Hopgood, le Président de l'UEN/Norvège Steffen Handal, la Présidente du GEW/Allemagne Marlis Tepe et David Edwards, Secrétaire général adjoint de l'IE.

Hopgood a lancé le débat en s'interrogeant sur la faisabilité du nouveau programme pour l'éducation 2030. « Notre capacité à atteindre ces objectifs sera déterminante pour plusieurs générations d'élèves », a-t-elle souligné.

Successeurs des Objectifs du Millénaire pour le développement, les 17 ODD comprennent 169 cibles ou sous-objectifs - allant de l'éradication de la pauvreté à la promotion d'une vie saine pour toutes et tous, en passant par l'égalité des genres, la promotion du travail décent pour toutes et tous, l'éducation de qualité inclusive et équitable et la lutte contre le changement climatique - ayant tous pour but d'instaurer à la fois la liberté, la stabilité et la sécurité au sein de nos sociétés, libérées du fléau de la pauvreté et de l'ignorance. En septembre 2015, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies, les gouvernements ont adopté un document intitulé « Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». L'IE a pris la tête des initiatives pour garantir un objectif indépendant dédié à l'éducation. Cet objectif - l'ODD 4 - consiste à « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » et comprend six sous-objectifs globaux pour l'éducation.

Essentiellement, l'ensemble des objectifs, y compris l'ODD 4, s'appliquent non seulement aux pays en développement, mais également aux pays industrialisés, notamment ceux de l'OCDE.

David Edwards a souligné plusieurs points importants concernant les étapes déjà franchies et celles qu'il reste à accomplir:

- Nous avons réussi à faire remplacer l'adjectif « abordable » par « gratuit » en ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire.
- Le personnel enseignant doit être qualifié et formé.
- Le dialogue social est enfin « institutionnalisé » au travers de l'ODD 17.
- Les syndicats peuvent utiliser la liste de vérification mise à leur disposition en guise de boîte à outils.
- Exiger le droit de participer.
- Insister pour que les ODD soient visibles dans les plans nationaux.
- Insister pour qu'ils bénéficient d'un investissement suffisant.
- Inclure les compétences mondiales, telles que la paix et la non-violence
- Les bourses sont utiles mais ne remplacent pas l'enseignement gratuit.

Marlis Tepe a présenté le point de vue allemand.

Elle a mis en exergue l'importance de l'avenir de l'éducation et du dialogue social. L'afflux des réfugié(e)s a nécessité des ajustements considérables en Allemagne. Son syndicat a participé activement à la campagne mondiale pour l'éducation, en invitant l'ensemble des parlementaires à venir en parler. Ce type d'approche des campagnes pourrait être appliqué dans d'autres pays, a-t-elle précisé. Une lettre a été adressée à l'ensemble des parlementaires allemand(e)s, considéré(e)s comme faisant partie de la solution. Il serait intéressant de vérifier dans quelle mesure ce type d'initiative les amène à adopter un point de vue différent.

Steffen Handal a présenté le point de vue norvégien.

Il a donné un avis différent concernant les ODD et le défi qui consiste à provoquer ce changement de perspective au sein de l'OCDE. Son institut de recherche a élaboré un document comparant la Norvège aux pays en développement en ce qui concerne la réalisation des ODD. L'analyse a révélé que si la Norvège s'avère bon élève dans plusieurs domaines, il lui reste un long chemin à parcourir dans d'autres. Il a rappelé que chaque pays doit progresser vers les objectifs, en prenant en considération les groupes marginalisés, l'impact de la géographie sur les prestations et le soutien éducatifs, les facteurs qualitatifs contribuant à l'apprentissage de la lecture et du calcul, etc.

Il a également insisté sur la nécessité d'établir un lien entre résultats scolaires et milieu social.

En septembre 2015, les Nations Unies ont créé une commission chargée d'étudier la diminution du financement de l'éducation. L'IE et ses affiliés doivent continuer à jouer un rôle déterminant dans ce cadre, a-t-il déclaré.

L'Objectif 4 n'est pas encore réalisé.

Questions et réponses

Cuqui Vera (Espagne) a remercié les participant(e)s au débat et a mis en garde les affiliés contre le traumatisme imminent que déclenchera le système de mesure de la valeur ajoutée (VAM) lorsqu'il sera appliqué en Espagne. « Les résultats scolaires ne sont pas forcément liés à la qualité des enseignantes et enseignants et ne devraient pas avoir de répercussions sur leurs salaires », a-t-elle déclaré. David Edwards a répondu que l'IE avait publié un document critiquant ce modèle d'évaluation, mettant en lumière son inadéquation en tant que système de rémunération et dénonçant l'ensemble des pratiques de l'industrie #VAMboozle. Le document est disponible ici: <http://go.ei-ie.org/VAM>. Edwards a qualifié ce système de « toxique ».

La Conférence a ensuite cédé la place aux séances en sous-groupes.

John Bangs, Consultant senior à l'IE, a présenté les séances.



Sous-groupe 1: Evaluation de l'éducation de la petite enfance

Stig Lund (BUPL/Danemark) a présenté le compte rendu de la séance consacrée à l'éducation de la petite enfance (EPE).

L'OCDE planche actuellement sur une nouvelle étude d'évaluation de l'EPE. Si l'intérêt que porte l'OCDE à l'EPE pourrait effectivement contribuer à accorder davantage de priorités à ce secteur, l'évaluation qualitative de l'apprentissage des jeunes enfants demeure une entreprise complexe. Toutefois, analyser en détail les résultats des enfants pose un certain nombre de problèmes et risque d'avoir une influence négative sur les choix politiques en matière d'EPE et la qualité du secteur, en particulier au sein des établissements où les qualifications et l'autonomie professionnelle des enseignant(e)s sont faibles. Enseignant(e)s et syndicats de l'EPE doivent insister sur les limitations de l'étude, les implications pour les politiques du secteur et les moyens de contrecarrer les effets négatifs, de manière à y voir une nouvelle opportunité d'attirer l'attention sur le secteur et d'accroître les investissements.

Sous-groupe 2: Après l'enquête internationale sur les enseignant(e)s, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS)

Karine Tremblay, Analyste senior, Equipe TALIS auprès de l'OCDE a communiqué les dernières informations concernant TALIS et les projets associés, comme l'étude dédiée à la petite enfance. Les discussions ont concerné les liens entre TALIS et PISA, ainsi que la capacité de ces deux études à influencer positivement l'environnement dans lequel évoluent les enseignant(e)s. Point essentiel mis en évidence, les pays n'intègrent pas toujours les affiliés de l'IE aux discussions sur TALIS et d'autres études internationales. Il a été demandé instamment à l'IE et à l'OCDE de faire pression sur les gouvernements afin de modifier leur position dans ce cadre.

Sous-groupe 3: Combattre le stress et promouvoir le bien-être des enseignant(e)s

Pays représentés à l'atelier: Allemagne, Canada, Ecosse, Etats-Unis, France, Irlande, Portugal, Royaume-Uni et Suède. En 2016, la NASUWT/Royaume-Uni a mené une étude impliquant 13.000 enseignant(e)s. Points communs: la charge de travail, les méthodes managériales des chefs d'établissement et les exigences des autorités éducatives (nationales, régionales et locales) ont été dénoncées. La santé et la sécurité doivent également faire l'objet de discussions entre gouvernements et syndicats de l'éducation.



Reconnaître la nécessité d'orienter l'étude TALIS en cours. L'IE devrait, en priorité, compiler les données collectées auprès de ses affiliés avant de lancer « une enquête mondiale ». Etablir un lien avec le Réseau de recherche de l'IE (prochaine réunion prévue les 11 et 12 mai à Bruxelles).

Se montrer prudent lorsqu'il s'agit des études et enquêtes de l'OCDE, sachant que l'organisation ne s'intéresse pas nécessairement aux revendications communes de la majorité des affiliés, à la réduction de la charge de travail, ou encore, à la diminution du nombre d'étudiant(e)s par classe.

Sous-groupe 4: Garantir des environnements collaboratifs dans l'enseignement post-secondaire et supérieur

Cette séance en sous-groupe a offert l'opportunité aux collègues de l'enseignement post-secondaire et supérieur d'étudier les possibilités de travail futur de l'OCDE et de l'IE dans ce secteur. Les participant(e)s ont examiné le statut actuel du Programme pour l'évaluation internationale des adultes, ainsi que la décision tout à fait pertinente d'abandonner le projet d'Evaluation des résultats de l'enseignement supérieur. Il a été confirmé que les travaux futurs de l'OCDE devaient être envisagés sur la base de la primauté du droit, plus précisément en matière de financement et d'accès à l'éducation

D'autres discussions ont abordé les menaces engendrées par la privatisation du secteur, notamment en ce qui concerne les libertés académiques et l'intégrité de la recherche. Il a été convenu que les affiliés représentant l'enseignement post-secondaire et supérieur devaient être impliqués davantage dans la campagne de l'IE Réponse mondiale.

Modérateur/Rapporteur: **David Robinson**, Directeur exécutif de la CAUT-ACPPU/Canada

Documents contextuels:

[Document de réflexion sur la nomination au prorata du personnel sous contrat à temps partiel, CAUT/ACPPU, Canada](#)

[OECD's Assessment of Adult Skills](#)

[OECD's Skills Strategy](#)

[OECD's Future thinking 1](#)

www.oecd.org/edu/cei/highereducationto2030volume2globalisation.htm

Séance plénière 3

Équité et résultats de haute qualité - Que nous apprennent les dernières recherches concernant la réalisation de ces objectifs?

Randi Weingarten, Présidente de l'AFT/États-Unis, a présenté la séance. Andreas Schleicher a présenté une vidéo pré-enregistrée mettant principalement l'accent sur la crise des réfugié(e)s et les implications humanitaires/politiques pour les pays. Il a été convenu lors de cet atelier que l'autonomie professionnelle devait être du ressort des enseignant(e)s pour avoir du sens.

<https://www.slideshare.net/mobile/OECD/EDU/international-summit-on-the-teaching-profession-framing-the-issues-58958880>

Larry Flanagan, Secrétaire générale de l'EIS/Ecosse a réagi à la présentation d'Andreas Schleicher en soulignant que tous les paradigmes identifiés comme essentiels par l'auteur pour offrir une éducation de qualité aux réfugié(e)s étaient

en réalité ceux que l'on retrouve dans tout système éducatif de qualité. Flanagan a expliqué le degré de difficulté de cette mission, qui ne pourra être menée à bien qu'au travers d'une véritable collaboration.

Maddalena Gissi, Secrétaire générale de la CISL Scuola/Italie, a évoqué les endroits où arrivent les migrant(e)s depuis de nombreuses années maintenant. « L'inclusion doit être efficace à tous les niveaux pour y faire face: à l'école, sur le plan local et au niveau du système », a-t-elle ajouté.

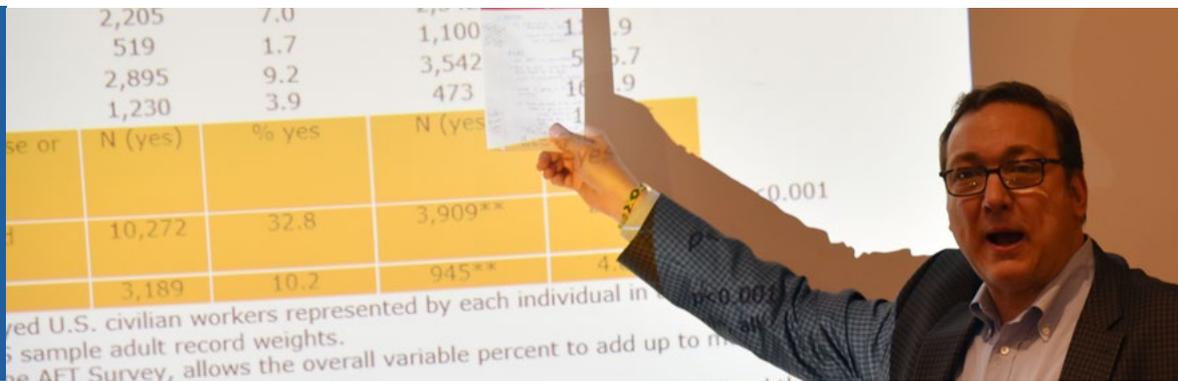
Rowena Phair, Directrice de projet, DG Education et Compétences, OCDE, a dressé un portrait composite d'un étudiant susceptible d'échouer, issu d'un milieu socio-économique défavorisé, vivant avec un seul parent, ayant connu le redoublement etc. Comment, au sein du système que nous représentons, réorientons-nous ce type d'étudiant(e)? Certains pays comme la Pologne ont réduit le nombre d'étudiant(e)s dans les groupes les moins performants. Difficile d'apprendre pour une personne issue d'une communauté pauvre où la petite enfance est peu importante!

La séance s'est clôturée sur les commentaires du public, estimant que pour faire la différence dans le cas de ces étudiant(e)s, il était absolument nécessaire d'impliquer les enseignant(e)s!

LA RÉCEPTION ORGANISÉE PAR LES SYNDICATS FLC-CGIL, CISL-SCUOLA et UIL-SCUOLA

fut un moment très agréable pour chacun(e) d'entre nous. Merci l'Italie!





Jour 2

Après une bonne nuit de repos à Rome, **Fred van Leeuwen** a ouvert la deuxième journée par un discours sur la Turquie et le droit à l'éducation des enfants réfugiés. L'IE organisera une conférence en vue de réunir ceux/celles pouvant apporter leur aide.

Remarque: lorsque vous recevez l'invitation, veuillez la rediriger vers des enseignant(e)s possédant une expérience pratique dans les classes et ayant des informations utiles à partager concernant l'enseignement aux personnes réfugiées/migrantes/déplacées.

Van Leeuwen a signalé que le Président de la *Bahrain Teachers Association* avait été libéré le jour précédent, après 5 ans de détention. L'information a été accueillie par des applaudissements nourris.

Susan Hopgood a ensuite remercié les syndicats italiens pour avoir accueilli l'événement et pour le temps superbe ! Elle a déclaré: « L'accès à une éducation gratuite et universelle est une condition préalable indispensable si l'on souhaite instaurer un monde meilleur. Toutefois, la privatisation représente une menace majeure pour notre projet. Considérer l'éducation comme une marchandise compromet la cohésion sociale et la démocratie. »

Hopgood a déclaré que les « entreprises d'édu-business » tentaient de contrôler l'éducation et qu'il était par conséquent crucial d'apporter une réponse mondiale. « Pour ce faire, nous devons travailler ensemble », a-t-elle rappelé.

Guiseppe Turi, Secrétaire général de l'UIL Scuola/Italie s'est ensuite intéressé à l'économie politique entourant les enseignant(e)s et leur profession en Italie. S'il mentionne effectivement un certain degré d'autonomie dans le système éducatif du pays, il a néanmoins épinglé le niveau peu élevé des salaires, l'inadéquation des contrats et les difficultés rencontrées par la communauté éducative du pays pour obtenir clairement ce qu'elle mérite.

Séance plénière 1

Une longue division: les intérêts privés n'ont aucune place dans l'enseignement public!

Cassandra Hallett da Silva, Secrétaire générale de la CTF-FCE/Canada, a poursuivi cette discussion en mettant l'accent sur le projet Réponse mondiale. Elle a présenté Susan Robertson, Directrice adjointe de l'Université de Bristol au Royaume-Uni.

Robertson a tout d'abord fait référence à la conférence de la Chambre des communes sur laquelle est basée sa présentation.

« Nous voulons une éducation pour les individus respectueux, il ne s'agit pas d'une marchandise », a-t-elle déclaré.



Renvoyant à Piccardy et Smith, économistes respectivement français et britannique, ces premières constatations ont jeté les bases d'une réflexion de nature classique/ néoclassique. Robertson a affirmé que l'élite politique faisait tourner les rouages de l'élite économique, et inversement. En définitive, la main invisible du marché est bien moins invisible qu'on ne l'imagine. Les richesses continuent à être redistribuées au 1 pour cent des 10 pour cent, autrement dit aux milliardaires.

En 2014, les Etats-Unis étaient devenus l'une des sociétés les plus inégalitaires de la planète. La mobilité sociale disparaît, la pauvreté s'accroît et les plus riches puisent dans l'escarcelle du système public au détriment de tou(te)s.

Ceci souligne le glissement qui s'opère entre un modèle d'investissement public pour les écoles et un modèle de marché, soutenu et mis en œuvre activement par les gouvernements. Il résulte également du degré élevé d'anxiété des parents.

Robertson a parlé du modèle VAM déployé par Bill et Melinda Gates à travers le monde. Elle a indiqué que l'IE avait publié un excellent document à ce sujet, préparé par l'un de ses élèves doctorants. Elle a ajouté: « Cette politique démontre une nouvelle fois que l'espace politique est aujourd'hui devenu la chasse gardée des riches et des puissants de ce monde. Si l'on y ajoute les situations d'exception et les questions de justice et de démocratie, cette politique limite sérieusement la liberté des citoyennes et citoyens. »

Robertson a ensuite passé en revue les effets débilissants des accords commerciaux, limitant les libertés pédagogiques au sein des systèmes éducatifs. Du fait de son cadre réglementaire minimal, l'Angleterre devient le point d'entrée des multinationales d'édu-business qui, une fois implantées, prennent progressivement possession d'un espace transversal entre pays et juridictions - ce qui les rend plus dangereuses encore. Elle a déclaré: « Le capitalisme n'aime pas la politique, son unique objectif est d'accumuler tranquillement des capitaux. Il est de notre devoir de rendre les preuves plus visibles. »

Robertson a clôturé en lançant un défi au slacktivism (activisme passif): « N'appuyez pas sur envoyer - agissez, agissez, agissez ».

Mugwena Maluleke a évoqué les privilégié(e)s de notre monde qui, en se soustrayant à leurs responsabilités sociales, « nous créent de gros problèmes ». L'éducation est menacée car les gouvernements abandonnent leurs responsabilités. Cette situation nous met toutes et tous sous pression. Il a déclaré: « Susan nous a montré les dysfonctionnements et nous devons à présent prendre en considération cet échec à la fois moral et politique. Les entreprises font avancer leur programme. Nous devons tous nous mobiliser pour tenter d'inverser cette tendance croissante à la privatisation et à la commercialisation de l'éducation. Nous sommes des chefs de file, nous parlons le langage de notre époque. C'est notre mission de mettre un terme à cette situation. »



Questions et réponses

Questions concernant notamment l'éducation en tant que bien public et sociétal.

Il a été souligné que 74 personnes possédaient plus d'argent que la moitié de la population mondiale. Ce qui démontre l'ampleur de la tâche.

Documents contextuels : [Une longue division: les intérêts privés n'ont aucune place dans l'enseignement public!](#)

Séance plénière 2

Ancien, nouveau, emprunté: philanthropie, commerce et rôle en évolution constante des gouvernements au sein des réseaux politiques mondiaux pour l'éducation

Antonio Olmedo, conférencier à la Faculté des politiques éducatives de l'Université des sciences de l'éducation de Roehampton au Royaume-Uni

Olmedo a commencé par pointer du doigt le champ de bataille qu'est devenue l'éducation. En Angleterre, un accord tacite semble lier le gouvernement et l'État, en vue de remplacer les intérêts publics par des intérêts privés. A titre d'exemple, il a cité *Bridge International Academies*, une entreprise hiérarchisée qui, à l'instar de *Starbucks*, cherche à capitaliser sur la marque. Ces nouveaux modèles philanthro-capitalistes tendent à instaurer une « philanthropie de la performance » en se présentant comme des entreprises cherchant à faire le bien dans le monde, alors qu'elles sont motivées par la création de nouveaux marchés. Les systèmes d'évaluation et d'investissement, comme GERA au Brésil, établissent leurs prévisions jusqu'à 30 ans.

Une discussion a suivi, analysant le caractère inflexible de ces nouvelles entreprises. *Teach for All/Teach First/Teach for America* promeuvent leur propre modèle de formation des enseignant(e)s, le plus souvent sans preuves fondées. Ces entreprises ne coopèrent avec aucun partenaire autre que ceux soutenant à 100 pour cent leur modèle. Tant les syndicats que les universités sont exclus de ces sphères.

Anna Hogan, professeure à l'Université du Queensland en Australie

Hogan s'intéresse tout particulièrement à Pearson. Elle s'est attelée à présenter les problèmes et contradictions engendrés par la stratégie mondiale de l'entreprise. Elle a déclaré: « Pearson affirme vouloir améliorer l'accès à l'éducation au travers de ses



activités commerciales. Les ventes s'élèvent à 5 milliards, les bénéfices à 1 milliard. Il s'agit d'une entreprise de médias transformée avec l'aide de Michael Barber, membre du gouvernement Blair. Cette entreprise vante les soi-disant bienfaits qu'elle prodigue en plaçant 'les étudiants au cœur de l'apprentissage', alors qu'elle déploie des écoles privées dénuées de toute responsabilité morale. »

Bonne nouvelle néanmoins : les cours boursiers ont baissé de 40 % cette année. Le public a son mot à dire.

Christine Blower, Secrétaire générale du NUT/Royaume-Uni (réponse)

Christine a abordé la question des fausses preuves entourant les académies. Le gouvernement britannique cherche à mettre en lien les données fiscales et les résultats obtenus dans certaines matières, de manière à pouvoir identifier celles qui valent la peine d'être étudiées. Toutefois, on observe de part et d'autre une opposition croissante à cette approche. Le directeur de l'Oxford Council est par exemple un Tory, ferme opposant.

Questions et réponses:

Anna Hogan a raison, a fait remarquer un(e) participant(e), Pearson exaspère les étudiant(e)s avec ses tests normalisés.

Documents contextuels : [The learning curve of Pearson](#)

[Politique néolibérale en matière d'éducation:](#)
[Privatisation de l'éducation et des éducateurs/trices](#)

Angelo Gavrielatos, Directeur de projet à l'IE, a clôturé la séance en demandant à chaque affilié de proposer des stratégies nationales.



SÉANCES EN SOUS-GROUPES: UNE RÉPONSE MONDIALE COORDONNÉE

Sous-groupe 1

Une réponse mondiale coordonnée au commerce et aux régimes fiscaux: perspective des syndicats et examen du programme de l'OCDE relatif à l'évasion fiscale et l'impôt sur les sociétés

Manuela Mendonca, Secrétaire internationale de la FENPROF/Portugal, a présenté un compte rendu de la séance consacrée aux régimes fiscaux et au commerce. Elle a déclaré qu'il était nécessaire de clarifier la différence entre évitement fiscal et évasion fiscale. L'évitement fiscal est une pratique légale (Luxembourg); en revanche, l'évasion fiscale est illégale (Panama).

L'OCDE a élaboré un plan contenant des directives adressées aux multinationales, mais les perspectives diffèrent fortement d'un pays à l'autre.

Nous ne réussissons que si le travail se poursuit au niveau national et international.

Documents contextuels : [Déclaration de la Commission syndicale consultative \(CSC\) auprès de l'OCDE « Le plan d'action BEPS du G20 et de l'OCDE: un accord historique, obtenu au prix fort de la complexité et du secret des affaires »](#)

[Blog de Pierre Habbard « Le BEPS et après »](#)

[Blog de Pierre Habbard « Qualité réglementaire, pour qui et pourquoi? »](#)

[Guide de l'IE sur la justice fiscale](#)

[Communiqué de presse de l'IE contre le PTP](#)

[Note d'information de l'IE sur le PTP - The Potential Impacts for the Education Sector](#)

[Article publié sur le blog de l'IE « Why the TPP seriously threatens Education and Public Interest Regulation »](#)

[Article publié sur le blog de l'IE « The Transatlantic Trade and Investment Partnership opens door to privatisation of public services »](#)

[Note d'information de l'IE sur l'ACS](#)

[Article publié sur le blog de l'IE « From GATS to TiSA: New Challenges for Quality Public Education](#)

[Campagne du CSEE « Exclure l'éducation du PTCI »](#)

[Déclaration des priorités du groupement Global Unions à l'occasion de la 10e Conférence ministérielle de l'OMC](#)

[Investment Provisions in Trade and Investment Treaties: The Need for Reform](#)

[Taxes on trade – How Trade Deals Threaten Tax Justice](#)

[Rapport de l'Expert indépendant concernant l'incidence du règlement des différends entre investisseurs et Etats sur un ordre international démocratique et équitable](#)



SOUS-GROUPE 2

Une réponse mondiale coordonnée au GERM: la privatisation de l'éducation et son incidence sur les droits syndicaux: quelle perspective de l'OCDE-CSC?

Johanna Jaara Astrand, Présidente du Lärarförbundet/Suède, a discuté d'une réponse mondiale au GERM.

Elle a déclaré: « Plusieurs questions entourant l'éducation, la technologie, la concurrence et les écoles ont été abordées. Aucune preuve ne démontre que les écoles privées conduisent à de meilleurs résultats. L'OCDE ne prend aucunement position par rapport au GERM. Pouvons-nous avoir une influence sur ce mouvement au travers de la CSC? Les syndicats ont dit certaines choses que l'OCDE a ignorées, mais nous pouvons agir. Le meilleur pôle d'influence réside non pas dans les réunions finales (sommets) mais dans les groupes de travail. »

Astrand a souligné que les pays partageaient leurs idées. Les écoles privées et la privatisation ont souvent été décrites comme étant le problème. Les écoles publiques sont submergées par les ressources offertes par les prestataires privés. La Nouvelle-Zélande a réussi à repousser la privatisation via les écoles à chartes, tirant son enseignement de la Nouvelle-Orléans.

Les syndicats peuvent échanger et utiliser mutuellement les preuves issues des recherches, l'IE devant jouer le rôle de coordinateur dans ce cadre.

Documents contextuels : [Les deux piliers de la Réponse mondiale: vers un cadre juridique](#)

[Réseau Réponse mondiale. Votre syndicat en fait-il partie?](#)

Mugwena Maluleke a abordé la question de la mobilisation autour du cas Pearson. Il a souligné: « Il est crucial que ce soit considéré comme une partie intégrante de la réponse mondiale. Nous devons également reconnaître le travail réalisé par les affiliés de l'IE. » Le rapport Pearson couvre les points suivants:

- Structure d'investissement de Pearson.
- Tests aux enjeux cruciaux.



- Établissements scolaires payants de type « low-cost ».

Il a mentionné qu'une pétition contre Pearson était disponible dans 7 langues et que l'IE devrait la mettre à la disposition des délégués pour la signer. Il a proposé que les membres ayant la possibilité de se rendre à la réunion de Londres portent des t-shirts et protestent pour montrer que cette action s'inscrit dans le cadre de la réponse mondiale.

Il a conclu en ces termes: « Notre réseau social veut rappeler à Pearson que chaque enfant a le droit d'accéder à une éducation gratuite et de haute qualité. Agissez, copiez le code d'insertion de la pétition et publiez-le sur votre site. Il n'y aura pas de réponse mondiale sans action nationale. ».

Séance plénière 3

Plaider en faveur de l'enseignement public au sein d'un monde en mutation

Susan Robertson: « Que pouvons-nous faire au cours des semaines à venir pour surmonter les difficultés et nous mettre en lien avec un groupe plus large? »

Anna Hogan: « Quelques questions cruciales de la conférence. Il n'est pas possible de tout influencer dans le monde, mais la réponse devient véritablement mondiale ».

Antonio Olmedo: « Le problème doit être analysé depuis les multinationales jusqu'aux écoles; les enseignantes et enseignants qui, cédant à la panique abandonnent la profession; et la recrudescence des suicides parmi les enseignantes et enseignants. Les stratégies d'urbanisation se développent également, les familles s'installant dans des quartiers plus nantis pour accéder à des écoles de meilleure qualité. »

Pierre Habbard, Consultant politique senior auprès de la CSC-OCDE: « Les syndicats doivent organiser les travailleuses et travailleurs sur des lieux de travail sûrs et démocratiques. Les deux défis auxquels ils se heurtent sont la complexité et la nécessité de former des alliances avec les gestionnaires des fonds de pension et d'autres. »

Anna Byhovskaya, analyste politique auprès de la CSC-OCDE: « La concurrence entre les systèmes éducatifs n'est pas le bon objectif à atteindre. Nous devons promouvoir la qualité et non la rentabilité. Pour y arriver, nous avons besoin de preuves fondées. Nous devrions nous inspirer d'autres pays de l'OCDE afin de diffuser les témoignages pertinents dans ce cadre. En diffusant au niveau transnational un message concis basé sur de solides études de cas menées au niveau national, nous aurons peut-être une chance de renverser la vapeur. »

Documents contextuels : [Défis posés aux systèmes d'enseignement publics dans le monde](#)

[Mondes de l'Éducation](#)

Observations finales

David Edwards a prononcé le discours de clôture de la Conférence, dont il a réitéré l'objectif: en tant que syndicats de l'éducation confrontés à la privatisation et à la commercialisation, il s'agit de promouvoir des systèmes d'éducation holistiques, équitables, inclusifs et de qualité, afin de pouvoir interpréter les tendances actuelles dans le secteur de l'éducation et défendre et édifier des sociétés au travers de la solidarité. Il a qualifié la privatisation de « pieuvre dont les tentacules s'infiltrent partout ». Pour résister, a-t-il ajouté, nous devons mettre en corrélation la vision globale et nos forces sur le terrain. Edwards a également rappelé aux participants les 5 nouveaux impératifs suggérés par le professeur Dennis Shirley: impératif de l'argumentation, impératif de l'interprétation, impératif professionnel, impératif mondial et impératif existentiel. Il a rappelé le message adressé par Fred van Leeuwen à l'occasion de la Conférence Uni(e)s pour l'éducation

de qualité, convoquée en 2014 à Montréal, au Canada, en vue de renforcer notre action sur le plan professionnel, ainsi qu'au niveau des relations de travail et de la justice sociale. Au nom de la direction de l'IE, Edwards a remercié les participant(e)s, les intervenant(e)s, les organisations italiennes hôtes, les interprètes et le Secrétariat pour cette conférence à la fois complète et fructueuse.





Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

Siège
5, Bd du Roi Albert II
1210 Bruxelles, Belgique
Tel +32 2 224 06 11
Fax +32 2 224 06 06
headoffice@ei-ie.org
<http://www.ei-ie.org>
[#Unite4ed](#)



Conférence des affiliés de l'IE dans les pays membres de
l'Organisation de coopération et de développement économiques

Protéger et promouvoir l'éducation en tant que bien public

Rome

4-5 avril 2016